



Acta fabula
Revue des parutions
vol. 12, n° 6, Juin-Juillet 2011
Faire & refaire l'histoire
DOI : <https://doi.org/10.58282/acta.6401>

Des nouvelles écritures de l'histoire au seuil du XXI^e siècle

Nicolas Picard

Historiographies, I
Concepts et débats
Sous la direction de
C. Delacroix, F. Dosse,
P. Garcia & N. Offenstadt



Historiographies. Concepts et débats, sous la direction de
Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia & Nicolas
Offenstadt, Paris : Gallimard, coll. « Folio histoire », 2010,
tome 1, 646 p., EAN 9782070439270 & tome 2, 1330 p.,
EAN 9782070439287.

fabula
LA RECHERCHE EN LITTÉRATURE

Pour citer cet article

Nicolas Picard, « Des nouvelles écritures de l'histoire au seuil du
XXI^e siècle », Acta fabula, vol. 12, n° 6, « Faire & refaire l'histoire »,
Juin-Juillet 2011, URL : [https://www.fabula.org/revue/
document6401.php](https://www.fabula.org/revue/document6401.php), article mis en ligne le 30 Mai 2011, consulté
le 05 Mai 2024, DOI : 10.58282/acta.6401

Des nouvelles écritures de l'histoire au seuil du XXI^e siècle

Nicolas Picard

Trente après

Historiographies. Concepts et débats est l'œuvre de quatre spécialistes d'épistémologie de l'histoire et d'historiographie. Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia sont responsables de la collection « L'histoire en débats » aux éditions du Seuil, actifs contributeurs de la revue *EspacesTemps*¹ ; ils ont déjà publié ensemble une synthèse historiographique² et d'autres travaux collectifs. N. Offenstadt, qui dirige avec Nicolas Mariot la revue *Genèses*, et qui s'est récemment illustré dans le débat sur les usages politiques de l'histoire³, a pour sa part œuvré à la confection d'un dictionnaire présentant un panorama du vocabulaire propre à la discipline⁴. Ces quatre auteurs ont réuni près de 76 contributeurs (80 en les incluant) pour « faire le point sur l'histoire comme discipline qui produit des connaissances » (p. 13). S'ils rappellent dès la première ligne que « les historiens de métier n'ont jamais eu le monopole de l'écriture de l'histoire » et invitent à prendre la mesure de l'essor d'une « histoire populaire », d'une « consommation historique » et d'une « prolifération de récits sur le passé » issus des « médias, des pouvoirs, des communautés ou des acteurs locaux » (p. 15), c'est avant tout de l'écriture de l'histoire « académique » que traite cet ouvrage. Dans l'ensemble, seuls deux articles consacrés l'un aux « sociétés de généalogie », l'autre aux « sociétés savantes » s'intéressent aux « historiens amateurs » et à leurs façons de produire de l'histoire, et si l'on évoque dans l'introduction « jeux vidéos, village des temps anciens reconstitués, scénographies historiques ... » (p. 15), aucun article ne s'intéresse directement aux différentes productions et consommations fictionnelles historiques. Le pluriel du titre est donc d'abord à usage interne de la discipline universitaire.

¹ On mentionnera notamment *EspacesTemps*, « Le temps réfléchi », n°59/60/61, 1995 ; « L'opération épistémologique », n°84/85/86, 2004.

² Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia, *Les Courants historiques en France. XIX^e-XX^e siècles*, Armand Colin, Paris, 1999 ; « Folio histoire », Gallimard, Paris, 2007.

³ Laurence de Cock, Fanny Madeline, Nicolas Offenstadt, Sophie Wahnich (dir.), *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France, Dictionnaire critique*, Agone, Marseille, 2008.

⁴ Nicolas Offenstadt (dir.), *Les Mots de l'historien*, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 2005.

Le projet s'inscrit dans la tradition des grands dictionnaires historiques et historiographiques des années 1970 et 1980, en particulier *Faire de l'histoire*,⁵ *La Nouvelle Histoire*⁶ et le *Dictionnaire des Sciences Historiques*.⁷ André Burguière évoquait dans l'introduction à ce dernier ouvrage une communauté historique dans laquelle régnait « un large accord sur la définition et les exigences de la discipline »⁸. Depuis, cependant, personne ne s'était risqué à reproduire la formule, signe peut être des doutes qui s'étaient emparés de la profession, notamment au sein du courant des Annales, au point d'évoquer une « crise de l'histoire »⁹. Les bilans d'étape s'étaient donc cantonnés à des mises au point sur des champs plus restreints¹⁰, si l'on excepte l'ouvrage plus ambitieux, bien que limité au cadre français, dirigé par François Bédarida à l'occasion d'un Congrès international des sciences historiques¹¹. Cependant, la production d'ouvrages théoriques sur l'histoire, stimulée sans doute par ces interrogations, s'est pour sa part affirmée depuis les années 1990. C'est donc « après trente ans de débats, d'importantes remises en cause, de renouvellements » que les maîtres d'œuvre souhaitent proposer un « nouvel état des lieux » (p. 13). À l'inverse du *Dictionnaire des sciences historiques* où était avancée la vocation à « englober » le produit des synthèses précédentes¹², il n'y a pas ici de prétention à la cumulativité : ce tour d'horizon se fait en grande partie à nouveaux frais.

Cet état des lieux est réalisé en 125 articles, répartis en deux tomes, représentant autant de petits essais d'une dizaine à une quinzaine de pages en moyenne. Les notes de bas de page ont été proscrites, mais chacun est accompagné d'une bibliographie ne dépassant pas une dizaine de titres, ainsi que de l'indication de corrélats renvoyant à d'autres notices. Cette relative brièveté empêche de viser à l'exhaustivité, l'ambition des coordonnateurs de ce projet se situant ailleurs : s'il s'agit bien de proposer un « état de la question précis, argumenté et référencé », « les articles reflètent nécessairement les orientations et les choix de chacun des auteurs », auxquels « il n'a pas été demandé de tenir une forme d'illusoire neutralité absolue, au dessus des enjeux » (p. 21-22). L'esprit est donc le même que celui qui

⁵ Jacques Le Goff, Pierre Nora (dir.), *Faire de l'histoire*, Gallimard, Paris, 1974

⁶ Jacques Le Goff (dir.), *La Nouvelle Histoire*, Retz-CEOL, Paris, 1978

⁷ André Burguière (dir.), *Dictionnaire des Sciences Historiques*, PUF, Paris, 1986

⁸ *Ibid.*, p. VII

⁹ Gérard Noiriel, *Sur la « crise » de l'histoire*, Belin, Paris, 1996

¹⁰ Par exemple en histoire médiévale : Michel Balard (dir.), *L'Histoire médiévale en France. Bilan et perspectives*, Paris, Le Seuil, 1991, ou en histoire culturelle : Laurent Martin et Sylvain Venayre (dir.), *L'Histoire culturelle du contemporain. Actes du colloque de Cerisy*, Paris, éditions Nouveau Monde, 2005.

¹¹ François Bedarida (dir.), *L'Histoire et le métier d'historien en France 1945-1995*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1995.

¹² André Burguière (dir.), *op. cit.*, p. VII

animait déjà Pierre Nora et Jacques Le Goff en 1974 : non pas simplement réaliser « un panorama de l'histoire actuelle », pas plus qu'un « regard jeté de l'extérieur sur la production historique, mais un acte engagé dans la réflexion et la recherche des historiens¹³ ». La subjectivité des auteurs est assumée, et ce qui importe est moins de dresser un dictionnaire purement informatif que de poser des jalons pour la réflexion. Il en résulte une écriture souvent dense, brassant notions et concepts, et contraignant, sauf dans la troisième partie, à réduire la place des exemples historiques « concrets » permettant d'illustrer les nouvelles orientations. Cela pourra dérouter les profanes ou les étudiants les moins expérimentés. La volonté de produire une œuvre susceptible d'alimenter le débat public et d'éclairer les enjeux, à une époque où l'histoire constitue « un enjeu politique majeur » et où « l'espace public se saisit de nombreux épisodes du passé pour les valoriser, les discuter, les reconfigurer » (p. 13), se heurte ici à une certaine technicité du langage employé. Le public visé est donc plutôt universitaire, qu'ils soient membres ou futurs membres de la profession historique, ou affiliés aux autres sciences humaines. La troisième partie de l'ouvrage cependant pourra contenter un « public éclairé » sur les grands débats historiographiques (et parfois médiatiques) que connaît notre société.

Les contributeurs proviennent d'horizons divers, tant d'un point de vue institutionnel que générationnel. La quasi-totalité des auteurs occupent un poste dans l'enseignement supérieur ou un organisme de recherche. Tous ne sont pas pour autant des historiens au sens strict : on y retrouve un politiste, un archéologue, un philosophe, une sociologue... Si tant est que l'on puisse esquisser une répartition, étant donné l'enchevêtrement des affiliations institutionnelles des uns et des autres, une cinquantaine de contributeurs proviennent des universités, au premier rang desquelles l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, auxquels une quinzaine se trouvent rattachés. L'EHESS rassemble une dizaine d'auteurs, les autres contingents étant fournis par le CNRS, les ENS, les IEP, l'EPHE, l'INRP et les professeurs des classes préparatoires. Une écrasante majorité est issue des différents pôles parisiens, seuls une quinzaine se trouvant implantés dans le reste de la France. Le mélange générationnel est en revanche plus affirmé : les historiens formés dans les années 1950 et dont les œuvres constituent d'ores et déjà des classiques (Antoine Prost, Robert Paxton...) côtoient sexagénaires (Jacques Revel, François Dosse...), quinquagénaires (Dominique Kalifa, Hervé Inglebert...) et de nombreux représentants de la génération « émergente » de chercheurs et maîtres de conférence (Claire Lemerrier, Nicolas Offenstadt, Raphaëlle Branche...). *Historiographies* n'est donc ni une antichambre du Panthéon pour historiens

¹³ Jacques Le Goff, Pierre Nora (dir.), *op. cit.*, p. IX

installés, ni le produit d'une avant-garde de jeunes historiens, mais laisse dialoguer plusieurs générations.

Malgré la participation de quelques historiens implantés à l'étranger (aux États-Unis, en Italie, en Allemagne, au Mexique et en Suisse), cet ouvrage traduit principalement le point de vue et les questionnements des historiens français. Cela pourra sembler paradoxal alors que la « mutation des conditions anthropologiques du "faire de l'histoire" aujourd'hui » (p. 20) s'inscrit incontestablement, comme le relève d'ailleurs Gérard Noiriel dans l'article « Métier/communauté », dans une « communauté mondiale des historiens, largement dominée par les États-Unis », une « internationalisation de la recherche » (p. 527). Ce caractère franco-centré pose aussi problème dans un contexte où la part de la production historique française à l'échelle internationale décline relativement, au point de susciter chez certains l'inquiétude¹⁴. Ces limites posées, il faut souligner que les historiens français sont plus que jamais ouverts aux évolutions historiographiques mondiales, et conscients de la nécessité de participer au « désenclavement planétaire accéléré des historiographies nationales » (p. 20). Un certain nombre d'articles renvoient d'ailleurs directement aux approches anglo-saxonnes (« *Cultural Studies* », « *Postcolonial and Subaltern Studies* »), italiennes (« *Microstoria* ») ou allemandes (« *Alltagsgeschichte* », « *Begriffsgeschichte* »). De même sont évoqués des débats dont les enjeux se jouent désormais sur une scène mondiale, qu'il s'agisse de la réflexion sur le « génocide », le « nazisme », ou l'« esclavage », ou même de questions touchant des controverses historiographiques ayant agité d'autres pays, comme le montrent Arnaud Nanta pour les « tensions autour du passé » au Japon, Valérie Pouzol au sujet des « nouveaux historiens » israéliens et Sandrine Kott sur le *Sonderweg*. La plupart intègre un détour par d'autres historiographies : Jérémie Foa évoque par exemple dans son article sur l'« histoire du religieux » l'« école italienne d'histoire religieuse », ainsi que le paradigme allemand de la « confessionnalisation » (p. 279). *Historiographies* propose donc principalement des regards français sur l'histoire, mais des regards néanmoins nourris par des références de plus en plus mondialisées.

La relative diversité dont les maîtres d'œuvre du projet ont fait preuve dans le choix des contributeurs sert un objectif : les auteurs se défendent d'avoir voulu faire d'*Historiographies* l'expression d'une nouvelle école, à l'inverse des dictionnaires historiographiques des années 1970-1980 qui développaient selon eux la conception des Annales¹⁵. Plutôt que de chercher, comme ces derniers ouvrages, à contrebalancer un « émiettement de l'histoire » en conservant une visée d'histoire

¹⁴ Jean-François Sirinelli, « L'école historique française en péril », *Le Débat*, n° 158, janvier-mars 2010.

¹⁵ Table ronde « Comment travaillent les historiens aujourd'hui ? » avec François Dosse et Christian Delacroix, *Rendez-vous de l'histoire de Blois*, 15/10/2010.

globale¹⁶, les auteurs ayant dirigé *Historiographies* veulent montrer une histoire entrée dans « un régime de pluralisme théorique revendiqué » (p. 19). Ainsi, alors que les promoteurs de *Faire de l'histoire* développaient un volet programmatique et se proposaient d'éclairer, « plus que la manière dont on fait de l'histoire [...] l'histoire à faire¹⁷ », et que J. Le Goff évoquait en 1978 « les conquêtes qu'il reste à l'histoire nouvelle à accomplir¹⁸ », il n'y a pas de volonté de dicter ici un programme de recherches.

L'ouvrage invite, cependant, les historiens à une démarche plus réflexive, dans la lignée de Michel de Certeau¹⁹, et voit dans la prise en compte de l'« ancrage social et culturel », dans « la prise de conscience que l'écriture historique n'est pas un simple reflet passif du réel, mais qu'elle résulte d'une tension indépassable entre le souci de rendre compte de ce qui s'est passé et un questionnement qui émane, pour l'essentiel, du présent de l'historien », de « nouvelles manières de faire de l'histoire » (p. 18). *Historiographies* doit contribuer, pour ses auteurs, à faciliter ce retour réflexif des historiens sur leurs propres pratiques et à ce renouvellement de leurs écritures.

Entre historiographie et épistémologie

Le terme même d'« historiographie (s) » ne fait pas vraiment l'objet d'une définition, ce qui pourra sembler paradoxal ; ce dont il est question dans cet ouvrage renvoie à l'ambivalence qu'avait déjà relevé François Hartog lorsqu'il notait le « rapprochement, fréquent dans les textes des historiens, des deux termes : épistémologie et historiographie, [...] comme si ce qu'ils voulaient désigner en fait était une sorte de mixte, pas une épistémologie « dure » (trop lointaine et abstraite), pas une histoire de l'histoire « plate » (trop internaliste, l'obituaire de la profession) [...]. Bref, quelque chose comme une épistémologie historique ou une historiographie épistémologique [...] »²⁰ C'est dans cet esprit que les quatre maîtres d'œuvre ont voulu faire de ce dictionnaire un « détour historiographique », c'est-à-dire « un détour par le passé de la discipline, non à des fins d'auto-commémoration, mais afin d'entrer de plain-pied dans une nouvelle ère,

¹⁶ Jacques Le Goff, « Une science en marche, une science dans l'enfance », dans *La Nouvelle Histoire* (édition de 1988), p. 28

¹⁷ Jacques Le Goff, Pierre Nora (dir.), *op. cit.*, p. XIII

¹⁸ Jacques Le Goff, *op. cit.*, p. 24. Dans le même temps cependant, Pierre Nora et Jacques Le Goff se défendaient eux aussi de tout dogmatisme et de tout esprit d'école. Cf l'introduction de *Faire de l'histoire*, p. IX : « [Cet ouvrage] prétend pourtant illustrer et promouvoir un type nouveau d'histoire. Non pas celle d'une équipe ou d'une école [...] il n'y a ici aucune orthodoxie fût ce la plus ouverte. », ou celle de *La Nouvelle Histoire* (1988), p.30 : « L'histoire nouvelle, en effet, si elle postule la nécessité d'une réflexion théorique, ne relève d'aucune orthodoxie idéologique. Elle affirme au contraire la fécondité des approches multiples, la pluralité des systèmes d'explication par-delà l'unité de la problématique. »

¹⁹ François Dosse lui a consacré une biographie intellectuelle (*Michel de Certeau, Le Marcheur blessé*, Paris, La Découverte, 2002) et l'équipe a aussi dirigé un ouvrage qui lui est consacré : Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia, Michel Trebitsch (dir.), *Michel de Certeau, Les chemins de l'histoire*, Éditions Complexe, Bruxelles, 2002

²⁰ François Hartog, *Évidence de l'histoire*, Gallimard, Paris, 2007 [2005], p. 289

celle du moment "réflexif" de l'opération historique » (p. 19). Diverses approches plus ou moins entremêlées sont ainsi mobilisées selon les sensibilités des différents auteurs, entre « analyses littéraires, réflexions philosophiques, études sociohistoriques empiriques se penchant sur la réalité institutionnelle et professionnelle, ou plus "archéologiques"²¹. »

Les historiens sont pourtant réputés méfiants à s'engager dans des discours portant sur leur propre savoir, discours dont le risque serait de trop verser dans les débats et le langage philosophique²². Ils feraient preuve d'un certain « empirisme anti-théoriciste », les efforts de définition épistémologique s'accroissant surtout en période de « crise », comme le notait Max Weber, et dès lors que le chercheur « ressent une certaine insécurité à propos de la nature de son propre travail²³. » La discipline a pu apparaître un temps assiégée par d'autres sciences humaines rivales, aux prétentions plus ou moins hégémoniques, et remise en cause dans sa visée de vérité (cf. article « *Linguistic Turn* »). La « crise de l'histoire » semble cependant à la lecture de ces deux tomes en grande partie derrière nous. Il ne s'agit pas pour les auteurs d'*Historiographies* de se placer dans une position défensive, mais au contraire de montrer comment les historiens ont pu tisser des relations mutuellement bénéfiques avec des disciplines sœurs, comment aussi le temps semble venu de nourrir avec la philosophie des relations plus apaisées. Dans l'article « Philosophie et histoire », Étienne Anheim appelle à sortir des « incompréhensions » et de l'« ignorance mutuelle » et souligne la façon dont « les historiens ont su tirer parti de la philosophie pour approfondir leur approche documentaire » (p. 575). Il ne serait donc plus suspect pour un historien de se laisser aller à la « tentation épistémologique²⁴. » G. Noiriel adresse cependant une mise en garde dans l'article « Objectivité » :

L'épistémologie de l'histoire est devenue un domaine à part entière de la philosophie. Le prix à payer, en termes de formation, pour y participer sérieusement, est de plus en plus élevé. [...] Le risque est que [quelques historiens] ne confisquent le débat à leur profit en parlant au nom de tous, reproduisant ainsi, au sein de la discipline historique elle-même, la division du travail qui opposait auparavant la philosophie et l'histoire. (p. 796)

Espérons cependant que grâce à *Historiographies*, le « prix à payer » ait été abaissé...
Déconstruire l'histoire

²¹ Patrick-Michel Noël, « Entre histoire de la mémoire et mémoire de l'histoire, esquisse de la réponse épistémologique des historiens au défi mémoriel en France », *Conserveries mémorielles* [en ligne], 9, 2011, (mise en ligne le 15 avril 2011, consulté le 21 avril 2011).

²² On retrouve par exemple ces préventions chez Gérard Noiriel, *op. cit.*

²³ Cité dans Patrick-Michel Noël, *op. cit.*

²⁴ François Hartog, « Histoire. La tentation de l'épistémologie ? », *Le Débat*, n° 112, 2000, p. 80-83

Comme tout dictionnaire, on pourra feuilleter les mises au point sur tel ou tel aspect particulier, la diversité des objets, celle des approches, de la micro-histoire à l'histoire quantitative en passant par l'histoire croisée ou l'histoire orale, pouvant laisser penser que l'on se trouverait, pour reprendre une expression qui a fait florès, dans une « histoire en miettes ». Mais pour ceux qui s'attellent à une lecture linéaire, c'est aussi une certaine cohérence des méthodes, outils théoriques et pratiques historiennes qui ressort : malgré l'extrême spécialisation, malgré les forces centrifuges et le brouillage des frontières à la fois disciplinaires et nationales, se dessine néanmoins l'image d'une communauté fonctionnant selon des méthodes non seulement éprouvées mais en perpétuelle quête de perfectionnement, partageant des interrogations communes quant à ses outils et à ses modes de régulation scientifique. En effet, un certain nombre de convergences ressortent de l'ensemble des articles qui composent cet ouvrage. Certes, les anciens « paradigmes » unificateurs apparaissent liés, dans les notices où ils sont cités, à des moments historiographiques révolus : c'est le cas du « structuralisme », même si Fr. Dosse met en garde contre un diagnostic de « coma dépassé » (p. 889). Traitant de la relation entre « Marxisme et histoire », Thierry Aprile interroge le thème de la « mort » du marxisme et souligne qu'une grande partie de son héritage « fait désormais partie de l'horizon ordinaire de tout historien » et que cette « étonnante absence de Marx [...] est véritablement une exception française... » (p. 516-517). Les débats actuels semblent cependant se fixer autour d'autres références.

On retrouve ainsi de manière récurrente dans tout l'ouvrage le thème du *Linguistic Turn* (désormais *LT*), dont traite spécifiquement Chr. Delacroix, mais qui est cité dans une vingtaine d'autres notices, ce qui souligne le « choc épistémologique » que ces propositions ont représenté pour les historiens. Né dans les départements de littérature américains, nourri de *French Theory*, le *LT* a « réhabilité la dimension langagière de l'expérience humaine » (p. 735) en affirmant le « rôle du langage dans la construction des identités et des réalités sociales, par opposition avec l'idée que le langage ne serait qu'un medium neutre entre la réalité et ses représentations » (p. 478). Ces développements les plus radicaux, en montrant que la réalité observable n'est accessible qu'à travers le langage, remettent en cause la distinction entre pratiques discursives et non-discursives, et entraînent une « indistinction entre histoire et fiction, sapant ainsi toute base « référentielle » stable au projet de vérité de l'histoire » (p. 481). Cette dimension relativiste et sceptique a entraîné de vives réactions, et face au *LT*, un certain « consensus épistémologique » semble se dégager dans les différentes notices pour réaffirmer l'intention véridative de l'histoire, abandonnant cependant les certitudes « scientistes » et la « naïveté inhérente à l'idée que, lorsque l'historien parle, c'est le réel qui parle en son nom » (p. 18). Seul s'en distingue l'article « Postmodernisme et histoire » rédigé par

l'une des figures de proue du *LT*, Hayden White (dont on peut souligner qu'il s'agit d'une première en français pour cet auteur, dont l'œuvre n'est d'ailleurs toujours pas traduite). H. White y ironise sur « les historiens de métier qui croient, quelles que soient leurs divergences, que fait et fiction sont aussi différents que réalité et illusion, que les deux ne devraient jamais se confondre, [...] que l'écriture historique est une chose, l'affabulation une tout autre chose », préférant cependant insister sur la portée heuristique de ces propositions pour l'analyse du discours historien (p. 843). Toutes réserves faites du côté du relativisme, c'est sur cet apport du *LT* et sur la nécessaire critique nominaliste de catégories que l'on avait tendance à considérer comme données, qu'insistent aussi d'autres auteurs²⁵. Dans la foulée des approches anglo-saxonnes s'affirme une volonté de « déconstruire » les catégories de pensée, et de questionner par la même occasion le caractère historiquement constitué des sources et des savoirs, dont la socio-histoire, par le biais des approches « constructivistes », se fait aussi l'écho.

Cet ébranlement a également contribué à renouveler la question de l'« écriture de l'histoire », de l'*historio-graphie* proprement dite, qui constitue un thème récurrent dans de nombreuses notices (et se voit consacrer une notice spécifique), autour notamment des réflexions engagées par Paul Veyne²⁶, Michel de Certeau²⁷, et Paul Ricœur²⁸. Ne courant plus après ses prétentions à copier le modèle des sciences dures, l'histoire renouerait ainsi avec son « identité narrative », revalorisant par conséquent sa dimension littéraire, dans laquelle « la question de l'écriture n'est pas un aspect accessoire du travail », mais au contraire le cœur de « l'opération historiographique ». Il s'agirait donc de réconcilier les « spécificités de la dimension scripturaire de l'histoire » et « sa visée de vérité » (p. 737-738), en réfléchissant notamment aux modalités prises dans ce contexte de littérarité retrouvée par les opérations visant à imputer une « causalité/explication », par l'administration de la « preuve » ou par la démarche « herméneutique ». Les articles portant sur la « psychanalyse et l'histoire », sur le « cinéma et l'histoire » et sur « Internet et les historiens » s'interrogent par ailleurs sur la façon dont la réflexion sur ces objets peut renouveler les modalités d'écriture de la discipline.

Ce « retour du récit » accompagne d'autres préoccupations, comme une volonté de « défataliser » l'histoire et de sortir du « déterminisme », illustrée également par le « retour » de l'« événement ». Il s'agit de rappeler qu'avant de devenir un passé, chaque moment a été un présent riche d'une multitude d'avenirs, ou pour

²⁵ Cf. par exemple l'article « Histoire économique » de Michel Margairaz (p. 305), ou l'article « Histoire intellectuelle » de François Dosse (p. 385).

²⁶ Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire, essai d'épistémologie*, Seuil, Paris, 1971.

²⁷ Michel de Certeau, *L'Écriture de l'histoire*, Gallimard, Paris, 1975.

²⁸ Paul Ricœur, *Temps et récit*, Seuil, Paris, 1983 ; *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Seuil, Paris, 2000.

reprenant les notions développées par Koselleck, un « champ d'expérience » doté d'un « horizon d'attente ». Cette défatalisation est aussi liée au « tournant critique » des Annales ramenant, entre autres, l'« acteur » au centre des attentions. Non sans malice, Thierry Aprile souligne cependant que l'on pourrait voir dans ces inflexions une « offensive libérale », « le “retour” de l'individu, de la biographie, de l'histoire politique [étant] présentés comme des alternatives à l'histoire économique ou à l'histoire des groupes sociaux » (p. 515). Autre « tournant », le « tournant culturel » favorise l'essor d'approches plus « compréhensives », D. Kalifa soulignant par exemple l'intérêt du dispositif « représentations et pratiques » qui permet d'interroger la façon dont les individus pensent le réel, s'approprient des représentations collectivement construites et agissent en conséquence, et où l'analyse dialectique de la « construction discursive du social » et de la « construction sociale des discours » éclaire la façon dont se forment identités et organisation sociales.

Cadres et atelier de travail

Historiographies est divisé en trois parties : la première, intitulée « Sources, domaines et méthodes », rassemble 63 notices décrivant les « grands cadres de travail des historiens » (p. 20), la deuxième, « Notions, concepts » (30 notices) vise à « aborder les questions les plus importantes du métier, du questionnaire de travail aux enjeux de mémoire », la troisième, « Enjeux et débats » (32 notices), est pensée comme une suite de « travaux pratiques » sur des « questions dont les discussions ont une amplitude suffisante pour interroger des catégories générales du travail historien et permettre de voir à l'œuvre les enjeux d'écriture de l'histoire » (p. 21).

Les « cadres de travail » sont d'abord ceux des grands moments intellectuels qui ont fondé la discipline et lui ont donné ses caractéristiques : *Historiographies* nous invite donc à relire ces grandes étapes de la constitution de l'histoire comme science qu'ont représentées le « romantisme », l'« *Historismus* » allemand, l'« historiographie méthodique » de Langlois et Seignobos, et les « Annales ». Ces études soulignent la réévaluation dont font aujourd'hui l'objet les « écoles » (bien que le terme soit inadéquat pour désigner la réalité de ces courants de pensée) pré-annalistes. D'autres mouvements plus récents, tant français qu'étrangers sont également présentés, qu'il s'agisse de l'« *Alltagsgeschichte* », du « LT » ou de la « socio-histoire ». Plus qu'une classique histoire des idées, chaque cas retrace également une sociologie de ces courants en décrivant les réseaux et les institutions, sans minimiser l'ampleur des débats auxquels ils ont pu donner lieu. L'ouvrage n'a pas repris la formule, présente dans les dictionnaires de 1978 et 1986, des notices biographiques consacrées aux grands historiens anciens ou contemporains. Paradoxe, peut-être, alors que Fr. Dosse affirme dans une notice consacrée à la « biographie », un « renversement spectaculaire » (p. 81) en faveur de cette

dernière, et qu'il publie une biographie intellectuelle de Pierre Nora²⁹. La démarche de la plupart de ces grands historiens est cependant analysée au fil de nombreuses notices de cet ouvrage, et reprendre des notices séparées aurait pu être redondant, mais cela aurait peut-être permis de voir, à la suite du travail réalisé par Paul Ricoeur sur Fernand Braudel, comment s'écrivait concrètement l'histoire à travers choix méthodologiques et esthétiques.

Outre ce retour vers les grands moments historiographiques, cette première partie entend aussi restituer les différents éléments qui constituent l'« atelier de l'écrivain ». Elle nous permet de voir les conditions à la fois théoriques (relations avec les autres disciplines) et pratiques (sources, édition...) de la production du savoir historien, comme de sa diffusion (que ce soit vers un public universitaire, un public captif (élèves et étudiants) ou le « grand public »). Un article de N. Offenstadt est spécifiquement consacré à la question des « archives, documents et sources », dont la diversité s'étend au point que tout peut aujourd'hui faire source, à condition de construire celle-ci selon un questionnement adéquat, comme le montrent l'« archéologie », les différents supports visuels (« images », « photographies », « cinéma », « télévision ») ou l'« histoire orale. » Les conditions de production du discours historique sont analysées par des études sur le fonctionnement interne de la profession (« Métier/communauté », « Enseignement supérieur et recherche »), et notamment sur les lieux de discussion de ce savoir (« colloques », « Internet », « revues historiques »). Les canaux de diffusion sont décrits dans des articles portant sur les « musées d'histoire », l'« édition d'histoire », ou l'« enseignement ». Ce dernier article évite sagement (trop sagement sans doute) d'aborder les dernières réformes et les actuelles conditions matérielles et politiques pesant sur l'enseignement primaire et secondaire (évoquant cependant « l'agacement devant l'instrumentalisation dont l'enseignement de l'histoire fait l'objet » (p. 137)) pour s'attacher à retracer les évolutions des programmes scolaires et de la formation disciplinaire des professeurs. Diverses approches sont aussi évoquées : la sensibilité « compréhensive » contemporaine favorise les méthodes qualitatives, telles celles développées par la « microhistoire », mais si l'« histoire quantitative et sérielle » a considérablement reflué après les années 1980, elle retrouve actuellement un certain dynamisme³⁰. Dans tous les cas, cette multiplication des regards oblige à clarifier la question de l'« échelle » d'analyse, comme le montre Chr. Delacroix : ce choix « n'est pas neutre et la nature même des réalités dégagées par l'analyse en dépend. » (p. 727)

Frontières de la discipline

²⁹ Pierre Nora, *homo historicus*, Perrin, Paris, 2011. François Dosse est par ailleurs l'auteur du *Pari biographique. Écrire une vie*, Paris, La Découverte, 2005

³⁰ Voir notamment la synthèse de Claire Lemerrier et Claire Zalc, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, La Découverte, Paris, 2007.

Historiographies met aussi en avant les approches inter- ou pluridisciplinaire, en proposant des analyses sur les relations entre l'histoire et les autres disciplines littéraires et de sciences humaines : sont ainsi déclinés des articles concernant les rapports entre histoire et anthropologie, géographie ou sociologie. L'échec des prétentions hégémoniques de l'histoire devant entraîner la formation d'une science sociale unifiée, telle que J. Le Goff l'évoquait encore en 1978³¹, est officialisé. Si les différents auteurs ne négligent pas de relater les « incompréhensions » passées, et parfois persistantes, qui existent entre les différentes disciplines, l'heure serait à une « nouvelle donne » (p. 159) et l'interdisciplinarité « sauvage », consistant en l'usage mal contrôlé de notions issues du vocabulaire d'autres disciplines, se réduirait. Si en France l'alliance la plus fructueuse a été nouée avec la sociologie, c'est en revanche avec les études littéraires que les courants anglo-saxons des « *Cultural Studies* », des « *Subaltern Studies* » et autres « *gender studies* » ont privilégié les liens. Dans ce panorama, les relations entre l'histoire et les différentes disciplines littéraires sont traitées de manière dispersée : alors qu'une grande partie de l'ouvrage tourne autour du *LT*, il n'y a pas de rubrique spécifique sur les relations entretenues entre la linguistique et l'histoire. Les articles sur l'« histoire conceptuelle (*Begriffsgeschichte*) » et sur le « discours » montrent cependant comment peuvent s'articuler problématiques historiennes et analyses sémantiques et sociolinguistiques. De la même manière, la traditionnelle entrée « histoire littéraire » est absente : les auteurs lui ont préféré d'une part une notice sur le « *new historicism* », approche consistant à considérer un texte dans son inscription historique et dans un réseau de pratiques matérielles (p. 543), d'autre part une notice sur l'« édition ». Ce choix résulte sans doute du succès de la démarche initiée par Roger Chartier visant à inscrire les textes imprimés dans leur matérialité, en mettant l'accent sur les pratiques d'écriture, de diffusion et de lecture, démarche qui amène aussi à rejeter la distinction *a priori* entre la littérature et les autres types d'écrit, pour s'intéresser à l'ensemble des imprimés qui nourrissent une société. On pourra cependant regretter, alors que la question des rapports entre histoire et fiction agite de nombreux articles et que, de l'aveu même de certains historiens, « la littérature est aujourd'hui la grande rivale de l'histoire pour dire la réalité du monde [...] comme si l'histoire était devenue une science auxiliaire de la littérature, et qu'il revenait désormais aux écrivains de réaliser le travail de mémoire³² », qu'aucun article n'ait été consacré à la question des rapports entre littérature, fiction et histoire³³.

³¹ Jacques Le Goff, « L'histoire nouvelle », dans *la Nouvelle Histoire* (1988), p. 65-66

³² Patrick Boucheron lors du débat « À quoi sert l'histoire ? », *Rendez-vous de l'Histoire de Blois*, 16/10/2010.

³³ Voir à ce sujet la synthèse de Judith Lyon-Caen et Dinah Ribard, *L'Historien et la littérature*, Paris, La Découverte, 2010 et le compte rendu de Thibaud Lanfranchi dans *Acta fabula : L'historien face à la littérature*.

Cette première partie évoque enfin les différents « domaines », les grandes subdivisions de la discipline dont le caractère construit (répondant « autant à des stratégies professionnelles qu'à des nécessités intellectuelles³⁴ ») n'est pas éludé, qu'il s'agisse de l'« histoire économique », de l'« histoire politique », de l'« histoire sociale » ou de l'« histoire des relations internationales », chacune de ces branches, malgré des remises en cause, conservant un enracinement institutionnel fort leur permettant de défendre un périmètre et de se renouveler. La comparaison avec les dictionnaires antérieurs montre par ailleurs l'émergence de domaines comme l'« histoire globale », « l'histoire des sensibilités » et même l'« histoire culturelle », dont l'actuelle vitalité et le champ très élargi a tendance aujourd'hui à faire oublier le caractère relativement récent. La nouveauté ne réside cependant pas tant dans l'« extension du territoire de l'historien » que dans le renouvellement des questionnements. Certains domaines ont ainsi vu leur intitulé se modifier, comme l'histoire des femmes, à laquelle est désormais accolé le terme de « genre », ou l'« histoire-bataille » ressuscitée, qui s'impose comme la nouvelle dénomination de l'histoire militaire. Les reconfigurations en cours témoignent en tous les cas d'une influence croissante des thématiques culturalistes, que l'on retrouve notamment en histoire politique (p. 406), comme en histoire économique (p. 304-305). L'histoire sociale qui dominait l'historiographie jusqu'aux années 1980 intègre aussi ce « tournant culturel », entraînant une convergence vers une « galaxie centrale de l'histoire socioculturelle »³⁵ aux contours aussi flous qu'étendus.

Philosophie et morale de l'histoire

La deuxième partie sur les « notions et concepts » apparaîtra sans doute comme la plus difficile d'accès, se positionnant d'emblée dans des domaines plus abstraits, « touchant à la philosophie et à la morale » (p. 20). Elle correspond à ces nouveaux rapports avec la philosophie que les promoteurs du projet souhaitent nouer et elle propose une clarification sur des termes théoriques que les historiens utilisent empiriquement et ont tendance à considérer comme « donnés », alors qu'ils restent objets de discussions. La question du rapport à la vérité constitue un axe important, à travers des entrées comme « jugement », « objectivité », « vérité ». Les conditions de possibilité de la scientificité du discours historique sont interrogées avec les notices « concept », « preuve », « causalité/explication » tandis que l'influence des conceptions narrativistes se fait sentir dans les articles « écriture de l'histoire » et « récit ». D'autres entrées enfin renvoient à des « catégories de travail » : « acteur », « catégorie », « discours », « opinion publique »... Un autre axe serait celui du rapport au temps et à la mémoire. Antoine Prost en introduction de son article

³⁴ André Burguière, « L'anthropologie historique et l'Ecole des Annales », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, avril 1999, n°22

³⁵ Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia, *Les Courants historiques en France*, p. 612

affirme que le travail sur le temps est ce qui distingue l'histoire des autres sciences sociales (p. 903). Ce temps de l'histoire relève « d'une catégorie non du concret mais du connaître », il est construit, découpé, articulé d'où des entrées questionnant les notions de « période/périodisation », d'« événement », de « synchronie et diachronie ». Fr. Dosse revisite la notion d'« anachronisme » afin de discuter « la coupure entre un passé fixe à exhumer et un présent considéré comme lieu de surplomb d'une possible pratique scientifique » (p. 669). Cette affirmation de « l'indivisibilité entre passé et présent » est aussi au cœur des réflexions autour de la notion d'« historicité » développée par Fr. Hartog. La prise de conscience du caractère social de l'expérience du temps amène à historiciser celui-ci à travers différents « régimes d'historicité » qui analysent la façon dont les individus conçoivent l'articulation entre passé, présent et futur. La situation actuelle, avec la montée et la « globalisation des enjeux de mémoire », « semble connaître un dérèglement des mécanismes de la mémoire et de l'oubli. » (p. 14-15) Les demandes contradictoires adressées par la société aux historiens incitent à une certaine vigilance face aux « usages publics de l'histoire », et invitent à mettre en perspective les notions de « mémoire collective » et de « patrimoine ». Si A. Prost souligne les dangers que l'inflation mémorielle fait courir à l'histoire (p. 908), Philippe Joutard appelle à faire un usage raisonné en rappelant que « récuser aujourd'hui l'intérêt de l'approche mémorielle à cause des confusions possibles, c'est tronquer une part de la réalité et limiter singulièrement le champ de l'histoire » (p. 791).

Les coulisses de l'histoire

On retrouve ces enjeux mémoriels dans la troisième partie d'*Historiographies*, sans doute la plus accessible pour les profanes, qui offre une vision concrète de la façon dont fonctionne la production du savoir historique. Il était évidemment impossible de donner une place à tous les dossiers qui occupent aujourd'hui les historiens. Ont été retenues en premier lieu des questions ayant suscité un certain écho dans l'opinion publique, des questions souvent liées aux questions mémorielles et à l'instrumentalisation politique. Les débats des historiens se sont quelquefois retrouvés exposés sur la place publique, comme c'est le cas pour la « Grande Guerre », ailleurs, le travail de l'histoire a accompagné, voire suscité un intérêt mémoriel, comme pour « Vichy » ou la « guerre d'Algérie ». Les controverses historiographiques sont parfois redoublées de relations tendues avec les groupes porteurs de mémoire, comme pour la question du « passé colonial » ou de l'« esclavage ». Tous les renouvellements ne se font cependant pas sur le mode de la polémique, comme le montre la classique synthèse sur l'« économie de la Grèce antique ». Les non-spécialistes pourront aussi comprendre la façon dont des notions aujourd'hui passées dans le sens commun comme des « réalités » intangibles, telles que « totalitarisme » ou « révolution industrielle », méritent d'être déconstruites et discutées.

Si cela peut paraître céder à une certaine mode médiatique, le fait de mettre au jour les luttes entre historiens présente cependant l'intérêt d'exposer les coulisses de la fabrication du savoir et participe donc pleinement de ce retour réflexif sur les pratiques que les coordonnateurs du projet appellent de leurs vœux. Sans dissimuler la violence des débats, les différents auteurs ont donc cherché à les historiciser et à évaluer leur impact sur les orientations de la recherche. L'entrée consacrée à l'« absolutisme » signale que « la multiplication des angles d'attaque a eu pour résultat des discussions feuilletées plutôt que des oppositions tranchées : il n'y a pas *un* grand débat autour de l'absolutisme » (p. 943). Celle sur la « Grande Guerre » montre comment les discussions pourtant vives opposant les « culturalistes » de l'Historial de Péronne au CRID 14-18 ont permis de stimuler la recherche et d'ouvrir de nouveaux chantiers, tandis que Patrick Boucheron, avec une ironie mordante, juge en revanche sévèrement la controverse de la mutation de l'« An mil », le caractère « passionnel » (p. 958) de celle-ci comportant « davantage de malentendus que de débats véritables et plus de fausses questions que d'interrogations fécondes », au point de retarder les évolutions du savoir (p. 965).

Cet accent mis sur les sujets controversés explique que l'histoire contemporaine domine, représentant à elle seule plus de la moitié des notices, et ce même si les controverses touchant les périodes moderne, médiévale ou ancienne n'en sont pas moins vives, la distance temporelle ne créant pas automatiquement un jugement impartial et serein. La volonté de s'adresser d'abord à un public français justifie que les questions d'histoire nationale (et de manière plus générale, européo-centrées) aient été privilégiées, qu'il s'agisse, entre autres, du « communisme français », du « fascisme français », ou de la « Révolution française » (à laquelle est consacrée pas moins de trois articles), ces sujets étant cependant travaillé par des historiens du monde entier. Plus de la moitié des articles sont liés à l'histoire politique et, pour une grande part, à la question des conflits et de la violence, de la « conquête du Mexique » aux grands conflits du xx^e siècle, comme si l'histoire devait en effet se mettre au diapason de sociétés traumatisées afin d'apaiser les « pathologies mémorielles » dans une perspective inspirée de la psychanalyse (p. 350).

Ces débats, pour académiques qu'ils soient, interrogent donc le rôle et l'engagement de l'historien dans la société. Olivier Lévy-Dumoulin réfléchit ainsi au nouveau « rôle social de l'historien », ce dernier, sous la pression sociale, ne pouvant plus se cantonner à la posture du savant ou du maître. Il peut, avec l'*Alltagsgeschichte* et l'histoire orale, avoir le sentiment d'être « l'accoucheur d'une histoire muette, [un] thérapeute restituant leur mémoire à des exclus de l'histoire » (p. 1232). Il doit aussi, « dans le contexte global de la judiciarisation des rapports sociaux », « revêtir le rôle de l'expert devant les tribunaux ou dans l'espace

public de la presse » (p. 1229), cette dimension expertale posant un certain nombre de problèmes éthiques. L'historien s'engage par ailleurs dans une veille vigilante des « usages publics de l'histoire » afin d'éviter manipulations et mensonges. Nulle part les historiens ne se sont trouvés autant en première ligne que dans la lutte contre le « négationnisme », « forme d'instrumentalisation radicale du passé » et qui interroge l'historien sur « l'évolution du statut de l'histoire, sur ses usages politiques et sur les conditions d'élaboration d'une vérité historique dans les sociétés contemporaines » (p. 1124-1125).

De par la large palette des questions abordées et de par la qualité générale des articles proposés, *Historiographies* est indubitablement voué à devenir un ouvrage de référence pour les historiens et apprentis historiens, ainsi que pour tous ceux qui sont curieux de comprendre le fonctionnement de l'histoire comme discipline scientifique. Tout autant qu'un bilan d'étape posé sur le chemin du « progrès » des sciences historiques, ce dictionnaire doit être considéré comme une œuvre volontaire qui vise à nourrir les recherches à venir en présentant les pistes ouvertes sur les « fronts pionniers » de l'histoire, et en appelant à faire davantage dialoguer méthodes et théories. Chaque historien est ainsi invité à réfléchir plus avant sur ce que signifie écrire de l'histoire dans notre société contemporaine.

PLAN

AUTEUR

Nicolas Picard

[Voir ses autres contributions](#)

Courriel : nico_picard1@hotmail.com